mon's decision, and order the Bill to be destroyed, (renewed laughter).

Mr. Rymal said the Government should not abandon their bantling, (laughter). There was no measure except their Banking Bill which they had introduced that had been carried, and that had been so altered that the Government could not know their own child. He thought that the Government should stand by their brood, and not allow them to be slaughtered one by one.

THIRD READINGS

The following Bills were then read a third time.

Hon. Sir John A. Macdonald—"An Act to continue and make perpetual certain Acts and parts of Acts of the Province of New Brunswick, relative to the Police Force in the Parish of Portland, in the City and County of Saint John" and "An Act to empower the Police Court in the City of Halifax to sentence juvenile offenders to be detained in the Halifax Industrial School."

Hon. Mr. Tilley moved the House into Committee to consider certain resolutions on vessels imported under the authority of Act 32 and 33, Victoria, Cap. 40. He explained that the object was to authorize two additional ports, one at Mabou, Cape Breton, and one at the Magdalen Islands. The Act passed last session provided that 10 cents per ton should be charged at the port of entry to provide for expenses connected with the improvement of the ports. In Mabou harbour there was no officer to collect dues, and parties going in derived all the advantage of the harbour without paying for it. He asked authority to appoint officers to collect dues.

The House went into Committee, Hon. Col. Gray in the chair. The Resolutions were adopted and reported. The Bill was introduced and read a first time.

THE NORTH-WEST

Hon. Mr. Holton said he did not propose to precipitate the discussion on the Red River affairs, he thought it was due to the House that the Government should give information on certain points. He would therefore put the following questions. Was it true that the Government were preparing to send a military expedition to Red River? If so, what was the nature,

[Hon. Mr. Abbott-L'hon. M. Abbott.]

celui-ci rendra un jugement de Salomon, et ordonnera que le Bill soit retiré. (Nouveaux éclats de rire.)

M. Rymal dit que le Gouvernement ne devrait pas abandonner son rejeton. (Rires.) Aucun des projets de loi adoptés sauf celui qu'il a présenté sur les banques, n'a été amendé à un point tel que le Gouvernement ne reconnaisse même plus son propre enfant. Il pense que le Gouvernement doit protéger ses enfants afin qu'ils ne soient pas sacrifiés l'un après l'autre.

TROISIÈME LECTURE

Les projets de loi suivants sont discutés en troisième lecture.

L'honorable sir John A. Macdonald—Le Bill intitulé: «Acte à l'effet de maintenir en vigueur et de rendre permanents certains Actes et parties d'Actes de la province du Nouveau-Brunswick, relatifs au corps de police de la paroisse de Portland, cité et comté de St-Jean»; et le Bill intitulé: «Acte autorisant la Cour de police de la Cité d'Halifax à condamner les jeunes délinquants à la détention à l'École d'industrie d'Halifax».

L'honorable M. Tilley propose que la Chambre soit appelée à se former en Comité pour étudier certaines résolutions au sujet du droit sur les navires, imposé sous l'autorité de l'Acte 32 et 33 Victoria, chapitre 40. Il explique que l'objet de cette résolution vise à autoriser l'addition de deux ports supplémentaires, un situé à Mabou, Cap Breton et l'autre situé aux Îlesde-la-Madeleine. La loi adoptée au cours de la session précédente stipule qu'une contribution de 10 cents la tonne devra être payée au port d'entrée pour aider à combler les dépenses qu'entraînera l'amélioration de ces ports. Au port de Mabou, il n'y a aucun fonctionnaire chargé de percevoir les droits, et les bateaux, qui y entrent, profitent de tous les avantages gratuitement. Il demande donc la permission de nommer des fonctionnaires à ce poste.

La Chambre se forme en Comité sous la présidence de l'honorable colonel Gray. Rapport est fait du projet de résolutions qui est adopté. Le projet de loi est présenté et lu une première fois.

LE NORD-OUEST

L'honorable M. Holton dit qu'il n'a pas l'intention de hâter la discussion portant sur la question de la Rivière Rouge; il pense que le Gouvernement doit se faire un devoir de donner à la Chambre des renseignements sur certains points. Il posera alors les questions suivantes. Est-il vrai que le Gouvernement se prépare à envoyer des troupes dans le territoire